Document generated on 04/19/2024 10:16 a.m.

Études internationales

Jeffrey A. LARSEN et James J. WIRTZ (dir.), 2009, *Arms Control and Cooperative Security*, Boulder, CO , Lynne Rienner, 288 p.

Matthieu Chillaud

Volume 42, Number 2, June 2011

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1005834ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1005834ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Chillaud, M. (2011). Review of [Jeffrey A. LARSEN et James J. WIRTZ (dir.), 2009, *Arms Control and Cooperative Security*, Boulder, CO , Lynne Rienner, 288 p.] *Études internationales*, *42*(2), 237–239. https://doi.org/10.7202/1005834ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Nations Unies. En effet, on remarque une préférence accordée à la participation des groupes d'affaires et des ONG professionnelles – dont les représentants ont souvent un profil similaire à celui des représentants des gouvernements – au détriment des mouvements sociaux, jugés trop marginaux et contestataires. Il en résulte évidemment une sous-représentation des voix de ceux qui sont véritablement affligés par les inégalités induites par la gouvernance globale actuelle et une certaine cooptation des élites du monde de la société civile travaillant pour diverses ONG influentes du Nord.

McKeon conclut néanmoins que le système des Nations Unies représente la meilleure institution pour approfondir l'inclusion de la société civile dans les institutions de gouvernance mondiale, et ainsi rehausser leur légitimité et autorité morale face aux populations. Elle y va donc de ses suggestions afin de « construire une gouvernance globale plus équitable et inclusive » : améliorer les processus de consultation, inclure davantage les mouvements sociaux (en particulier ceux du Sud), consulter davantage les OSC au niveau des délégations nationales, améliorer la communication entre les représentants de la société civile et les agents de liaison des institutions de gouvernance globale et assurer une meilleure consultation des populations de la part des membres des diverses ONG qui les représentent au sein des institutions internationales.

The United Nations and Civil Society constitue donc un ouvrage sérieux, bien documenté, et rédigé par un acteur de l'intérieur, ce qui lui confère une grande valeur à la fois pour les chercheurs et pour les praticiens des Relations internationales. La lecture peut s'avérer plus ardue pour la personne non avertie en raison de l'utilisation de nombreux sigles liés au système des Nations Unies, notamment dans la partie sur le PAM. On regrette également le peu d'espace accordé aux différents débats théoriques en Relations internationales, dont cette recherche aurait pu expliciter davantage les implications. Il s'agit néanmoins d'une contribution qui saura intéresser particulièrement les chercheurs dont les travaux portent sur les institutions internationales, en particulier le système onusien, et ceux qui se spécialisent dans les nouveaux champs de recherche sur la société civile et les mouvements sociaux transnationaux.

Mathieu TREMBLAY

Programme Paix et sécurité internationales
HEI, Université Laval, Québec

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Arms Control and Cooperative Security

Jeffrey A. LARSEN et James J. WIRTZ (dir.), 2009, Boulder, CO, Lynne Rienner, 288 p.

Dans la galaxie des nombreux ouvrages sur les questions liées à la maîtrise des armements et au désarmement, celui dirigé par Jeffrey A. Larsen et James J. Wirtz comporte une caractéristique notable : il est à la fois synthèse judicieuse et analyse didactique, le tout mâtiné de prospective pragmatique. S'il ne s'agit certes pas d'un objet novateur dans l'étude des Relations internationales, force est d'admettre que la maîtrise des armements et le désarmement ont souffert, jusqu'à ces derniers temps, d'une infortune dans l'ordre du jour international et qu'à ce titre un plaidoyer

en leur faveur, qui se dégage de la lecture de cet ouvrage, est idoine et adéquat. Si les réquisitoires portés ici et là sont bien connus – souvenons-nous du dossier spécial du *Washington Quarterly* en 2000 au titre plutôt provocateur « Is Arms Control Dead ? » –, la maîtrise des armements et le désarmement restent effectivement d'une rare pertinence pour la sécurité internationale. Autant l'avancée récente du processus START que l'appel en faveur de l'option zéro, un « monde sans armes nucléaires », lancé en 2007 par d'anciens hauts responsables de l'administration américaine, en sont une illustration saillante.

La dizaine de contributions sont toutes axées autour d'une problématique identique, celle de la plus-value de la maîtrise des armements et de la sécurité coopérative pour la sécurité internationale, véritable fil conducteur de l'ouvrage.

Il existe, tout d'abord, une hypothèque terminologique qu'il convient de lever avant toute étude sur la question. C'est ce à quoi le diplomate américain Ronald F. Lehman, dans l'avant-propos de l'ouvrage, et Jeffrey A. Larsen, dans la contribution intitulée « An Introduction to Arms Control », s'emploient lorsqu'ils apportent quelques éclaircissements sur les termes utilisés dans l'ouvrage. Ainsi, l'expression « maîtrise des armements » (pour *Arms Control*) qui date du tout début des années 1960, dans un contexte où les États-Unis et l'Union soviétique prirent conscience de la nécessité, pour éviter une guerre nucléaire, de trouver une nouvelle forme de partenariat, est utilisée tantôt dans une conception orthodoxe, tantôt dans une conception extensive. Rappelons que la maîtrise des armements, contrairement au désarmement *stricto sensu*, cherche à réguler le nombre d'armements (il peut même occasionnellement autoriser une augmentation des forces militaires) et éventuellement leurs caractéristiques et leurs emplois. Les deux termes, aussi différents soient-ils dans leur mise en œuvre et dans leur philosophie, interfèrent. Dans l'une des autres contributions, intitulée « A Brief History of Arms Control », James M. Smith se penche d'ailleurs sur la profondeur historique des deux phénomènes et montre avec raison que, si le désarmement existe depuis les origines mêmes de la guerre, la maîtrise des armements est un concept bien plus moderne et une stratégie bien mieux adaptée à la situation de la guerre froide. Symbole même de ce concept, le traité de non-prolifération, signé en 1968, gela le nombre d'États autorisés à avoir l'arme nucléaire tout en cherchant à accroître la coopération en matière de nucléaire civil pour, au bout du compte mais à un moment indéterminé, arriver à un monde exempt d'armes nucléaires. James M. Smith poursuit son examen de l'histoire de la maîtrise des armements en analysant notamment sa principale dimension qu'est le bilatéralisme américano-soviétique (russe) nucléaire, le processus SALT et START. Le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, signé au lendemain de la crise de Cuba, est le premier d'une série d'instruments qui vont changer radicalement la nature même des relations entre les deux Grands. Cette évolution est bien analysée dans la contribution écrite par Lewis A. Dunn, « The Role of Cooperative Security ». La sécurité coopérative, alternativement moyen (on désarme pour améliorer les relations entre les parties) et fin (c'est parce que les relations entre les parties sont bonnes qu'on désarme), apparaît donc consubstantielle à cette stratégie

qui est, en même temps, une diplomatie. Cette démocratie fut d'ailleurs bousculée par l'administration Bush, qui misait davantage sur des mesures unilatérales et préemptives.

L'ouvrage est aussi complet – les autres contributeurs prolongent avec exhaustivité la réflexion engagée – que pragmatique, rejetant toute vision idéaliste du désarmement. D'ailleurs, son cadre théorique qui fait appel notamment aux paradigmes de Hedley Bull et de Thomas Schelling s'intègre de façon logique et appropriée dans la plaidoirie « réaliste » des auteurs pour la maîtrise des armements. On notera enfin que dans les annexes les auteurs ont eu l'idée astucieuse d'insérer une présentation très claire de tous les régimes de désarmement.

Cet ouvrage, en définitive, n'a qu'un seul défaut, celui d'être excessivement « américano-américain » (ou « anglo-américain », puisque parmi les contributeurs on note toute de même la présence d'une Britannique). On aurait préféré que soit ajouté sur la couverture un sous-titre comme *An American Perspective* ou alors que plus de contributeurs d'autres régions du monde puissent éclairer le lecteur sur un point de vue moins ethnocentriste. Passé cet écueil, force est de reconnaître que l'ouvrage reste homogène, réaliste, complet, didactique et facile d'accès pour le non-initié aux questions de désarmement.

Matthieu CHILLAUD

Institut d'étude politique et administrative
Université de Tartu

Religion, Conflict and Military Intervention

Rosemary DURWARD et Lee MARSDEN (dir.), 2009, Burlington, VT, Ashgate, 182 p.

Le rôle des religions dans les conflits armés est une question qui ne manque pas d'intérêt. Ces implications philosophiques, historiques et surtout pratiques justifient toute son importance mais aussi toute sa complexité. C'est en présentant au lecteur une analyse complète et profonde sur cette question que les rédacteurs du livre *Religion, Conflict and Military Intervention* ont su relever le défi d'élucider cette complexité et d'expliquer aux lecteurs ses différentes ramifications.

Sur le plan de la conjoncture, le livre intervient dans un contexte où le questionnement sur la « justesse » de l'intervention américaine en Irak ainsi que sur la guerre en Afghanistan est à l'ordre du jour de tous les citoyens partout dans le monde. Il s'agit en effet de deux conflits armés qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 perpétrés sur le sol américain et qui ont eu comme premier effet de raviver dans la plupart des pays occidentaux un intérêt pour l'islam comme religion en général et pour son rôle dans les conflits armés en particulier. L'élection de Barack Obama après les années guerrières de George W. Bush et l'engagement manifesté par le nouveau président pour tisser des liens de connaissance et de dialogue avec les autres cultures et les autres religions, notamment islamiques, donnent à ce livre une autre dimension et confirment son importance. D'ailleurs, les auteurs sont explicites quant au but de leur ouvrage. Selon eux, ce livre vise à soutenir l'effort de dialogue avec la religion musulmane